Le mystère de Macron's Island

Posté le : 12 janvier 2020 11:05 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
 Catégorie: Pays en voie de développement, Crise systémique, Humeur, Attitudes, Réforme, hyperfiscalité

On connaît l'émission télévisée : le mystère d'Oak's Island, où d'épisode en épisode, on attend la découverte d'un fabuleux trésor, en employant un déluge de moyens très coûteux et, à chaque fois, on ne trouve que des bouts de bois ou des bouts de fer sans aucun intérêt. Le feuilleton que nous offre Emmanuel Macron est du même ordre. Depuis sa candidature à l'élection présidentielle, la perplexité est de mise. « Attendons pour voir ! ». La preuve de l'utilité de tout ce cirque est constamment remise au lendemain. D'énormes espoirs sont soulevés qui se terminent en mesures dérisoires ou inverses des objectifs affichés.

Jupiter allait moraliser la République. Il a choisi Bayrou pour le faire. Le dit est inculpé pour détournement de fonds publics avec toute son équipe politique. Elle tenait dans une cabine téléphonique, ce qui était préférable à une cellule à Fresne. Tout le chantier sur la moralisation de la vie publique s'est enfoncé dans le mépris avec l'affaire Benalla et depuis dans l'indifférence. Le choix d'un candidat également dans la tourmente judiciaire au poste de commissaire européen n'a fait qu'aggraver les choses.

Il a été ensuite classé « président des riches » pour avoir pris deux mesures partielles mais absolument indispensables : la réduction du champ de l'ISF et le forfait fiscal pour les rendements des produits de placement. Mais l'IFI, accompagné de la suppression des mesures d'atténuation des conséquences de l'ISF a vu son rendement grimper de plus de 2 milliards d'Euros, pendant que la réforme de la collecte d'impôts, organisée à la source, a offert à l'Etat 7 milliards de plus collectés principalement sur les riches. On a réduit de 4.5 milliards « l'impôt des riches » pour en créer 9 milliards, exactement le double ! Faut-il en rire ?

Les élus locaux et régionaux, qui font flamber la dépense publique et la dette depuis les réformes de décentralisation de Defferre, l'homme qui faisait une grande fête à chaque fois que sa fortune grossissait d'un « milliard » (d'anciens francs, il n'était plus si jeune !) allaient voir ce qu'on allait voir. Les Gilets Jaunes ont mis fin à cette saga et voilà qu'on nous chante les louanges de ces élus locaux indispensables et découragés qui vont à nouveau faire flamber toutes les dépenses, les dettes, les impôts.

L'hyper bureaucratie qui gouverne la France a cru pouvoir décréter sans discussion la baisse de la vitesse sur route, avec une augmentation prévisible et gigantesques des amendes, la hausse des taxes sur le carburant en plus de la hausse du brut sur le marché international, l'obligation de remplacer ses chaudières et sa voiture. Un festival qui a motivé la haine de tout un pays provincial, surendetté, surfiscalisé, désindustrialisé, privé de services publics, vivant sur la corde raide et bien incapable de sortir 10 mille d'euros pour une chaudière et 10 mille d'euros pour une nouvelle voiture, tout cela à très court terme, alors qu'il manque 100 euros à chaque fin de mois. La saga des jaunes samedis a commencé et a duré. Le Président pour calmer l'incendie qu'il avait lui-même allumé a lâché 17 à 20 milliards d'Euros de dépenses publiques en plus et créé un comité de 150 tirés au sort chargés de faire monter « le peuple » dans le bateau. Il a promis à ce panel d'individus qui ne représentent qu'eux-mêmes d'imposer les solutions qu'ils auront élaboré ! Si c'est vrai, c'est la démocratie électorale qui aura été violée. Si c'est faux, ce sont les 150 gogos sélectionnés qui auront été manipulés. Dans tous les cas, l'affaire est une singerie problématique de communicant.

La SNCF allait voir ce qu'on allait voir. Le statut de cheminot ? Terminé, ratiboisé, aux poubelles de l'histoire ! Comme ce fut le cas avec Sarkozy, la réforme tourne à l'eau de boudin avec des coûts annexes terrifiants et une mise en œuvre tellement tardive qu'elle n'a plus de sens.

L'auteur de Révolution se lance alors dans une réforme gigantesque de l'ensemble des régimes de retraite, là où la nécessité se serait contentée d'une réforme des retraites statutaires pour les rendre proportionnelles au temps passé effectivement dans la fonction et d'un alignement à 66 ans de l'âge de départ à la retraite, avec des amodiations en fonction de contraintes et suggestions particulières. Emmanuel Macron a voulu noyer le poisson dans une réforme générale qui transformait la réforme des régimes spéciaux en minuscule cas particulier d'une solution générale. Les syndicats remobilisés par le triomphe des Gilets jaunes en ont profité pour se lancer dans une série d'actions destructrices pour le pays afin d'obtenir au moins la même chose voire plus. Vanité exige ! La France aura perdu entre 3 et 5 milliards d'euros dans l'affaire. On ne parle que des pertes des commerçants qui sont fabuleuses. Mais tous les musées, tous les spectacles, toutes les opérations culturelles de toute nature, ont sombré dans l'indifférence générale. Naturellement, le gouvernement a été obligé de céder. On est passé des « régimes spéciaux » au « régimes particuliers », la réforme est reportée si loin dans le temps que personne ne la verra de son vivant, les mesures d'âge sont mises au placard, la pénibilité, cette sottise qui ne sert qu'à justifier et pérenniser les abus de la SNCF, de la RATP et d'EDF, ressort du placard. La grande réforme du siècle accouche d'une souris et d'un déficit nouveau à combler de 20 milliards d'euros. Bien joué !

Les Français se sont montrés prêts à suivre Emmanuel Macron s'il mettait réellement fin à la dérive fiscale et aux folies socialistes qui se sont accumulées avec Mitterrand et surtout ses successeurs socialistes, l'alternance d'une droite bureaucratique et finalement gauchisante ne permettant pas d'y mettre fin ou si peu. Mal élu, au terme d'un second tour sans signification, avec une impressionnante abstention, fruit de la malhonnêteté de la cabale honteuse menée contre F. Fillon, et des rancunes socialistes après sa trahison de F. Hollande, le voilà doté d'un parlement introuvable composé d'un mélange improbable de militants à toute cause, d'excitées aux dents longues, de renégats fringants, et d'illustres inconnus tout surpris de se retrouver là. Clair sur sa tactique politicienne, mais sans aucune ligne directrice solide sur les grandes questions du temps, il s'est retrouvé seul devant le pays sans trop savoir où il voulait aller.

On allait voir ce qu'on allait voir avec un club de hauts fonctionnaires peu nombreux et décidés, dépassant un clivage droite-gauche sans signification depuis des décennies. L'Enarchie compassionnelle, menée de main de maître, allait, enfin sans entraves, montrer ce qu'elle savait faire.

Nous vivons la faillite de cette illusion.

Quoi qu'on pense d'Emmanuel Macron, en bien ou en mal, il est difficile de ne pas voir qu'il a créé lui-même et les conditions de son succès initial et les difficultés où il s'est fourré à répétition. Il tente avec une noble énergie de surfer sur les vagues qu'il a provoquées, également tout seul, devant un parterre de citoyens qui se tapotent le menton en craignant le pire à l'arrivée.

Acteur solitaire d'un théâtre d'ombres qu'il a lui-même construit, il ne cesse d'entrer côté cour et de sortir côté jardin, entre trois tirades et deux acrobaties, en ignorant la perplexité de la foule tenue d'assister à ses spectacles. Le badaud oscille entre un étonnement goguenard devant les facéties espiègles de l'artiste amateur, et la volonté de jeter avec vigueur des œufs pourris sur le guignol improvisé qui commence franchement à agacer. Il n'en a que faire et poursuit ses virevoltes, avec la bonne conscience et l'impudence de l'amateur doué qui se croit meilleur que les professionnels.

Comme à Oak's Island, les espoirs de trésor caché enfin à portée de mains se transforment en feuilleton à épisodes ridicules, dont les promoteurs vivent bien mais dont les spectateurs grugés finissent par se lasser.

Le trésor de Macron's Island n'existe pas.